GEVOEGD
1959

ADV. - 1 - L. 6330/1.

Coordinations (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 6 août 1958, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à la commission militaire d'aptitude et de réforme, à la commission militaire d'aptitude et de réforme d'appel et à la commission des pensions militaires du temps de paix", a donné le 24 novembre 1958 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 6e augustus 1958 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de militaire commissie voor geschiktheid en reform, de militaire commissie van beroep voor geschiktheid en reform en de commissie voor militaire pensioenen van de vredestijd", heeft de 24e november 1958 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

Le projet a pour objet de réorganiser les commissions militaires d'aptitude et de réforme créées par l'arrêté royal du 25 octobre 1950. Depuis l'entrée en vigueur de cet arrêté, diverses lois - spécialement la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve - ont été promulguées qui obligent le pouvoir exécutif à faire vérifier l'aptitude au service par des commissions médicales. Le projet procède de l'idée qu'il est opportun de reviser, en conséquence, l'arrêté royal du 25 octobre 1950, tout en poursuivant l'oeuvre d'unification des commissions entreprise par cet arrêté. Le projet accorde, au surplus, à ces commissions, une compétence qui est actuellement exercée par la commission des pensions militaires du temps de paix qui ressortit au Ministère des Finances.

\+

\+ \+

Avant de procéder à l'étude des articles du projet, il est utile d'examiner le problème de la nature des pouvoirs des commissions qu'il réorganise. Celles-ci ne sont-elles que des commissions dont la consultation, bien qu'obligatoire, n'a pas pour effet de lier le Gouvernement quant à la constatation de l'aptitude ou de l'inaptitude ? Faut-il y voir, au contraire, des organismes légalement habilités à se prononcer définitivement sur cette question d'aptitude

.../...

physique au service militaire, de telle sorte que leurs décisions sur ce point ne pourraient être remises en question ni par le Gouvernement (si ce n'est en formant appel devant des commissions supérieures du même ordre et sauf le recours général en annulation prévu à l'article 9 de la loi du 23 décembre 1946), ni par les cours et tribunaux au cours de procès tendant à faire condamner l'administration à payer des traitements ou des pensions d'un montant supérieur à ceux alloués par le pouvoir exécutif, ou encore des dommages et intérêts pour irrégularité des décisions de mise à la réforme ou à la pension des intéressés ?

Pour résoudre cette question fondamentale, il convient de distinguer deux situations différentes :

A. Dans un certain nombre de cas envisagés par le projet, l'institution d'une commission qui se prononce sur l'aptitude a été prévue par le législateur qui emploie des formules dont il paraît devoir être déduit non seulement que la commission doit être saisie, mais, en outre, que son "avis" ou sa "proposition" lie le Gouvernement par les conclusions qu'elle énonce.

Il en est ainsi dans les cas prévus aux articles 16, alinéas 2 et 3, 22, § 1er (officiers de carrière), 69 et 90 (officiers de réserve) de la loi du 1er mars 1958. Dans ces dispositions, les mots "de l'avis" signifient "selon l'avis". Celui-ci est donc déterminant : le Gouvernement ne pourrait mettre en non-activité, à la réforme ou à la pension , un officier reconnu apte par la commission, ni, en sens

.../...

inverse ,maintenir en position d'activité un officier reconnu définitivement inapte (voy.spécialement sur ce point l'article 16, alinéa 2, et les articles 22, § 1er, et 90 précités, argument tiré des mots : "Le Roi réforme").

Il en est ainsi également dans le cas prévu à l'article 16 de la loi du 14 juillet 1951. Selon ce texte, il faut une "proposition" de la commission pour que le Roi puisse décider que l'officier cessera de faire partie du cadre de complément pour inaptitude physique. A défaut de proposition basée sur la constatation de l'inaptitude, la démission pour inaptitude ne peut donc être prononcée par le Roi et, d'autre part, si l'inaptitude définitive est constatée et suivie d'une proposition de sortie du cadre, le Roi ne peut que suivre cette proposition puisque la loi du 1er mars 1958 est, selon l'article 96, applicable aux officiers de complément, sauf si les dispositions de cette loi sont incompatibles avec la loi du 14 juillet 1951,et que dans l'économie de cette loi du 1er mars 1958, la constatation par une commission médicale de l'inaptitude définitive entraîne le retrait définitif de l'emploi. Il semble, d'ailleurs, qu'en pareil cas, l'officier de complément perde une condition à laquelle était subordonnée sa nomination (voy. toutefois l'article 16, alinéa 2, de la loi du 14 juillet 1951 relatif à l'officier de complément du personnel navigant).

La loi du 27 juillet 1934 concernant le statut des sous-officiers de carrière prévoit aussi qu'une commission "déterminera" la durée de la non-activité pour motif de santé et que le licenciement par réforme

de ces sous-officiers "est prononcé" par le Ministre, sur proposition d'une commission de pension. Ces dispositions donnent à la commission le pouvoir de fixer elle-même la durée de la non-activité pour motif de santé et font dépendre de la proposition d'une commission de pension le licenciement par réforme, lequel doit, d'autre part, être prononcé si la commission le propose et si le sous-officier ne se trouve pas, par ailleurs, dans les conditions pour être admis à la pension.

La loi du 9 juillet 1951 portant statut des sous-officiers des cadres actifs de la force navale prévoit, en ses articles 18 et 21, que le sous-officier est mis en non-activité pour motif de santé ou mis à la réforme "sur avis d'une commission médicale et suivant une procédure fixée par le Roi". L'avis de la commission est donc nécessaire; et bien que l'expression "sur avis" soit moins claire que "de l'avis",l'esprit de ces dispositions statutaires est d'empêcher d'écarter des cadres de la force navale ceux qui demeureraient aptes au service.

Bien qu'elles ne concernent pas directement les commissions d'aptitude et de réforme, il convient d'observer que la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs, et la loi de même date sur les sous-officiers auxiliaires de la même force, pilotes et navigateurs, subordonnent la résiliation de l'engagement de ces officiers ou sous-officiers, ainsi que des candidats officiers et sous-officiers, à l'avis conforme d'une commission médicale dont

le Roi détermine la composition ainsi que la procédure. Ces lois prévoient même que l'arrêté prononçant la résiliation de l'engagement de l'officier ou du sous-officier pour motif d'inaptitude physique, doit être motivé.

B. Dans d'autres cas prévus par le projet, il n'existe pas de dispositions émanant du législateur qui prévoie l'intervention d'une commission quelconque chargée de se prononcer sur l'aptitude ou l'inaptitude. C'est le Gouvernement qui, de sa seule initiative, a prévu précédemment et prévoit de nouveau dans le projet cette intervention. Il en est ainsi :

1° en cas de démission pour inaptitude physique définitive des aumôniers militaires de réserve (l'arrêté royal du 17 mai 1952, article 11, prévoyait déjà l'avis d'une commission);

2° en cas de licenciement par réforme du personnel subalterne des forces armées (non sous-officiers de carrière) ou appartenant à la gendarmerie (ce personnel est déjà visé par l'article 2, 2°, a, de l'arrêté royal du 25 octobre 1950);

3° en cas de licenciement par réforme des miliciens, des volontaires de guerre et des militaires rappelés sous les armes (article 2, 2°, b, de l'arrêté royal du 25 octobre 1950), ainsi que des militaires en congé illimité (projet actuel).

+

+ +

Lorsque le législateur a prévu l'intervention d'une commission et a chargé celle-ci de se prononcer sur l'aptitude ou l'inaptitude des militaires de telle manière que la prise de position de la commission sur ce point lie l'exécutif , il est évident qu'il a légiféré non seulement dans l'intérêt des militaires, mais également et surtout en considération des besoins de la défense du pays. On ne comprendrait donc pas que les tribunaux puissent remettre en question la décision de la commission et confier la vérification de l'aptitude au service militaire à des médecins de leur choix. Ce serait troubler l'ordre des compétences légales que de s'immiscer dans l'examen d'une question dont la loi a confié la solution définitive à des organismes ad hoc, à qui elle a attribué sur ce point une sorte de juridiction préjudicielle aux décisions exécutoires de l'autorité administrative responsable. Il est loisible évidemment au Gouvernement de renforcer en pareil cas les garanties prévues par le législateur en organisant, comme le fait le projet, une commission d'appel, et il appartient au Conseil d'Etat, en vertu de l'article 9 de la loi du 23 décembre 1946, de contrôler la régularité de la décision de la commission sans pouvoir se substituer à celle-ci dans l'appréciation de l'aptitude.

Tout autre est la situation lorsque l'intervention d'une commission pour statuer sur l'aptitude n'est prévue que par le Gouvernement lui-même. En pareil cas, on ne saurait attribuer aux décisions de la commission, même si l'exécutif a décidé par voie réglementaire de se conformer à ces décisions sur le

point précis de l'aptitude, valeur juridictionnelle. En effet, selon l'article 94 de la Constitution, nulle juridiction contentieuse ne peut être établie qu'en vertu d'une loi. Il s'ensuit qu'eu égard aux tendances actuelles de la jurisprudence, si l'intéressé conteste son inaptitude, les tribunaux pourraient être amenés à nommer des médecins de leur choix s'ils venaient à être saisis de la question par la voie d'une action en paiement de supplément de traitement ou de pension ou d'une demande de dommages et intérêts.

\+

\+ \+

On comprend, par ce qui vient d'être exposé, en quoi l'organisation du contentieux de la vérification de la persistance de l'aptitude au service des militaires demeure encore imparfaite malgré les efforts louables que contient le projet pour améliorer cette organisation. Si le Gouvernement entend que les décisions des commissions soient à l'abri de contestations ultérieures devant les tribunaux, il conviendrait que l'intervention de ces commissions soit , dans tous les cas, prévue par le législateur; il conviendrait aussi que celui-ci , tout en chargeant le Roi d'organiser ces commissions et la procédure à suivre devant elles de telle manière qu'elles offrent le maximum de garanties tant à l'administration qu'aux intéressés, précise très clairement que leurs décisions sont souveraines quant à la constatation de l'aptitude ou de l'inaptitude au service militaire, sur laquelle elles ont à se prononcer.

\+

\+ \+

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 1er.

En disposant en son article 1er, alinéa 2, que les commissions militaires d'aptitude et de réforme "ont leur siège à Bruxelles", le projet veut fixer celui-ci dans l'agglomération bruxelloise. Si le Gouvernement estime qu'une telle disposition est nécessaire, il y aurait lieu de préciser ce qu'il faut entendre par agglomération bruxelloise; le Conseil d'Etat suggère de rédiger cet alinéa de la manière suivante :

"En temps de paix, ces commissions ont leur siège dans l'agglomération bruxelloise, telle que celle-ci est définie par la législation relative à l'emploi des langues en matière administrative".

Article 2.

La commission militaire d'aptitude et de réforme est chargée , en vertu de l'article 2, 1°, du projet, de "statuer sur l'inaptitude physique temporaire de tous les militaires et des aumôniers militaires de réserve".

Le Gouvernement n'entend plus faire intervenir la commission militaire d'aptitude et de réforme préalablement au renvoi temporaire dans leurs foyers des miliciens ou des rappelés, comme le prévoyait l'arrêté royal du 25 octobre 1950. D'autre part, il

n'entend pas prévoir cette intervention avant l'octroi d'un congé pour motif de santé accordé en application de l'arrêté royal du 2 octobre 1950 ou de la loi sur la milice. Le 1° de l'article 2 ne peut, dès lors, concerner que la constatation de l'inaptitude physique susceptible d'entraîner une non-activité pour motif de santé, c'est-à-dire de modifier la position administrative du militaire. Il importe, dès lors, de le dire en termes clairs, comme le fait l'arrêté royal du 25 octobre 1950, et de supprimer dans la disposition l'allusion aux aumôniers militaires de réserve pour lesquels seuls le renvoi temporaire dans les foyers ou de simples congés de maladie sont possibles.

L'arrêté du 25 octobre 1950 donne également à la commission le pouvoir de statuer sur le rappel à l'activité des militaires qui ont été placés en non-activité pour motif de santé. Le projet ne reprend pas une telle disposition, parce que, suivant les explications données au Conseil d'Etat, le Gouvernement estime qu'il appartient à la commission de fixer la durée de la non-activité. Il y aurait lieu de modifier le 1° de l'article 2 pour prévoir la fixation de cette durée par la commission.

\+

\+ \+

La commission est chargée, en vertu de l'article 2, 2°, du projet, de "statuer sur l'inaptitude physique définitive des officiers de carrière et de tous les militaires de carrière en dessous du rang d'officier".

.../...

Une telle rédaction est trop large, car le Gouvernement n'entend pas consulter la commission avant la résiliation d'un engagement ou rengagement souscrit en application de la loi sur la milice. Il serait, dès lors, préférable de rédiger cette disposition en précisant qu'elle concerne l'inaptitude définitive susceptible d'entraîner la mise à la pension d'ancienneté ou, pour les officiers commissionnés au grade de sous-lieutenant, le retrait de cette commission.

\+

\+ +

La commission est chargée, en vertu de l'article 2, 3°, du projet, de "statuer sur l'inaptitude physique définitive des officiers de complément".

Cette constatation de l'inaptitude peut provoquer non seulement, comme en dispose la suite de ce littera, la démission, mais également la mise à la pension d'ancienneté. L'article 2, 3°, doit être complété pour réparer cet oubli.

\+

\+ +

La commission est chargée, en vertu de l'article 2, 4°, du projet, de "statuer sur l'inaptitude physique définitive des officiers de réserve en activité ou en disponibilité".

L'officier de réserve peut être placé, en application des articles 68 et suivants de la loi du 1er mars 1958, ennon-activité. Comme dans cette position il peut également être réformé en vertu de l'article 90 de la même loi, l'article 2, 4°, du projet devrait être rédigé de manière à comprendre l'officier de réserve qui est en non-activité.

+

+ +

La commission est chargée, en vertu de l'article 2, 5°, de "statuer sur l'inaptitude physique définitive des aumôniers militaires des cadres de réserve".

Une telle disposition ne paraît pas nécessaire si l'on admet que l'aumônier militaire de réserve peut être réformé comme les miliciens. Toutefois, elle peut trouver sa place dans le projet, puisque l'arrêté royal du 17 mai 1952 déterminant l'état des aumôniers militaires des cadres de réserve prévoit la démission de ces aumôniers pour cause d'inaptitude physique; cette démission ne peut être prononcée que sur avis d'une commission médicale.

+

La commission est chargée, en vertu de l'article 2, 7°, du projet, de "statuer sur l'aptitude au service des ouvriers militaires en congé ou en disponibilité pour cause de maladie".

Suivant les explications données au Conseil d'Etat, le Gouvernement n'entend nullement apporter de modifications au statut du personnel ouvrier salarié des établissements et services de l'armée, approuvé par l'arrêté royal du 26 août 1939. Il ne veut notamment pas faire intervenir la commission dans les cas visés aux articles 90 et suivants de ce statut.

Dans cette hypothèse, l'article 2, 7°, ne revêt aucune utilité; le cas des derniers ouvriers militaires en service au Ministère de la Défense nationale est réglé par d'autres dispositions de l'article 2 du projet. Le 7° peut donc être omis.

\+

\+ \+

La commission est chargée, enfin, par l'article 2, 8° et 9°, du projet, de donner un avis soit au Ministre de la Défense nationale, soit au Ministre qui a l'Administration des pensions dans ses attributions, sur les questions qui leur seraient soumises. Cette compétence d'avis devrait être prévue par un article distinct.

\+

\+ \+

.../...

La généralité des termes employés par l'article 2, 8° et 9°, pourrait faire croire que la commission de première instance est tenue de donner au Ministre de la Défense nationale et au Ministre ayant les pensions dans ses attributions, son avis concernant n'importe quel cas particulier qu'ils lui soumettraient.

On ne peut toutefois concevoir que la commission doive donner son avis concernant des affaires au sujet desquelles elle a été appelée à statuer en vertu des autres dispositions de l'article 2 du projet, et au sujet desquelles la commission d'appel a peut-être également pris une décision. Le Conseil d'Etat propose un texte qui tient compte de cette observation.

\+

\+ \+

Article 4.

L'article 4 du projet a trait à la composition des deux commissions.

Il y a lieu d'observer qu'elles sont composées chacune de quatre membres, dont deux seulement doivent être médecins. Elles sont toutes deux présidées par un officier qui ne fait pas partie du service de santé. Comme, en vertu de l'article 7 du projet, la voix du président est prépondérante en cas de parité, il pourrait arriver que la décision soit

/

prise par les deux officiers non-médecins, alors que ces commissions doivent être, pour répondre aux voeux des lois qui prévoient leur intervention, des commissions médicales. Il s'indique, dès lors, de modifier la composition prévue, afin d'y assurer l'influence prépondérante des membres médecins.

\+

\+ +

L'article 4 du projet prévoit comme membre de la commission d'aptitude et de réforme "un capitaine-commandant ou capitaine en premier".

Dans l'énumération des grades que la loi du 1er mars 1958 établit par son article 8, le grade de capitaine en premier n'est pas repris; il y aurait dès lors lieu d'adapter la terminologie du projet à celle de la loi et d'y supprimer l'appellation de "capitaine en premier".

\+

\+ +

Articles 5 et 6.

Suivant l'article 5 , l'officier subalterne secrétaire de chacune des commissions est assisté de militaires au-dessous du rang d'officier. L'article 6 dispose que le personnel du secrétariat est désigné par le Ministre, parmi les militaires des cadres actifs.

En exigeant que tout le personnel des secrétariats soit recruté uniquement parmi les militaires du cadre actif, le projet aura comme résultat d'empêcher la désignation non seulement de militaires faisant partie du cadre de réserve, mais également de civils. L'arrêté royal du 24 décembre 1951, autorisant le Ministre de la Défense nationale à engager du personnel de complément en vue d'occuper un certain nombre d'emplois prévus pour des militaires de rang subalterne et fixant le statut de ce personnel, ne pourra pas recevoir application.

Si l'intention du Gouvernement était de permettre l'application de ce dernier arrêté en ce qui concerne le secrétariat des commissions prévues par le projet, il y aurait lieu d'apporter aux articles 5 et 6 les modifications nécessaires .

C'est sous réserve de cette observation que le Conseil d'Etat propose le texte de ces deux articles.

\+

\+ +

Article 9.

L'article 9 du projet dispose :

"La commission militaire d'aptitude et de réforme ne peut se saisir d'une demande émanant d'un militaire en activité de service ou non que si celle-ci est introduite par la voie du chef de corps ou du Ministre de la Défense nationale".

.../...

Une telle disposition omet de dire, comme le faisait l'article 10 de l'arrêté royal du 25 octobre 1950, que la commission peut être saisie non seulement par l'intéressé, mais également - et ce seront les cas les plus fréquents - par le Ministre de la Défense nationale ou par le chef de corps.

Comme telle est bien l'intention du Gouvernement, il faut apporter à l'article 9 du projet les modifications nécessaires.

\+

\+ +

Article 10.

Suivant l'article 10, le militaire doit envoyer son recours en appel par lettre recommandée à la poste, alors que le Ministre de la Défense nationale peut le faire par simple dépêche.

Dans une procédure comme celle qui est organisée par le projet, il s'indique de prévoir la recommandation postale aussi bien pour le recours introduit par le Ministre que pour celui du militaire. Lorsque la commission aura à statuer sur la recevabilité du recours, il sera,en effet,nécessaire qu'elle puisse contrôler à l'aide des mentions de la poste, la date de celui-ci. Il y aurait dès lors lieu de prévoir, comme le faisait l'article 11 de l'arrêté royal du 25 octobre 1950, la formalité de la recommandation postale pour tout recours en appel.

\+

\+ +

Article 12.

Suivant l'article 12 du projet, les décisions des commissions sont notifiées au Ministre de la Défense nationale et aux intéressés; la formalité de la recommandation à la poste n'est prévue que pour la notification aux intéressés.

La notification au Ministre de la décision de la commission d'aptitude et de réforme fait courir le délai d'appel; il s'indique dès lors de prévoir que cette notification doit avoir lieu également par lettre recommandée à la poste, comme le prévoyait, du reste, l'article 13 de l'arrêté royal du 25 octobre 1950.

\+

\+ \+

Article 13.

L'article 13, § 5, dispose :

"§ 5. Lorsque, sur proposition motivée du président, la commission estime que la comparution de l'intéressé est inutile ou inopportune, il peut être décidé qu'il sera statué sur pièces.

Dans ce cas, le président de la commission avertit l'intéressé, au moins quinze jours à l'avance, de la date fixée pour l'examen de son cas et lui signifie qu'il n'est pas tenu de comparaître ni de se faire représenter par un conseiller, la commission étant à même de statuer sur pièces".

Une contradiction existe entre les deux alinéas de ce paragraphe. Dans le premier, il est prévu une décision de statuer sur pièces alors que le second autorise implicitement le militaire intéressé à comparaître et à défendre son point de vue.

Dans la réalité, cette disposition poursuit un double but :

- celui de supprimer la comparution lorsque des difficultés graves pourraient naître et
- celui de permettre à la commission de déroger à l'obligation de comparution volontaire dans des cas graves.

Pour atteindre ces objectifs, il suffit, d'une part, de permettre à la commission de se rendre sur place pour entendre l'intéressé et, d'autre part, de permettre à la commission de dispenser l'intéressé de comparaître en personne en l'autorisant à se faire représenter par un conseil.

Le Conseil d'Etat propose un texte qui répond à ces observations.

+

\+ +

Article 14.

Selon les informations données par l'officier délégué du Ministre de la Défense nationale, la communication du dossier prévue par l'article 14 du projet peut, dans certains cas, présenter des inconvénients graves en raison des précisions qu'il peut contenir concernant l'état de santé de l'intéressé. Pour répondre aux vues qui lui ont été ainsi exprimées, le Conseil d'Etat propose de compléter l'article 14 du projet par une disposition qui permettrait à la commission de réserver, dans des cas exceptionnels, la communication de certaines pièces du dossier, au conseil de l'intéressé.

\+

\+ \+

Article 18.

L'article 18 du projet dispose :

"Les dossiers qui ont été déférés aux commissions dépendant du Ministère des Finances , en vertu des dispositions de l'article 2, 5° et 6°, de l'arrêté royal du 25 octobre 1950 et qui n'ont pas fait l'objet d'une décision rendue par ces commissions au plus tard le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, seront renvoyés à la commission militaire d'aptitude et de réforme qui rendra les décisions conformément aux dispositions du présent arrêté".

Une telle disposition n'est pas à l'abri de toute critique. En effet, sous le régime de l'arrêté royal du 25 octobre 1950, les intéressés pouvaient bénéficier de l'intervention de la commission militaire d'aptitude et de réforme aux deux degrés et de la commission des pensions militaires. Renvoyer le dossier pendant devant cette dernière commission, à la commission militaire d'aptitude et de réforme a comme résultat non seulement de faire statuer celle-ci sur une affaire au sujet de laquelle elle a déjà donné un avis, mais également de supprimer l'intervention de la commission des pensions militaires et, par conséquent, d'enlever aux intéressés le bénéfice des dispositions antérieures qui n'ont pu recevoir application, vraisemblablement à cause du retard apporté par l'administration à traiter leur cas.

Pour pallier cette difficulté, il s'indiquerait de prévoir que la commission des pensions militaires reste compétente pour terminer l'examen des affaires pendantes devant elle.

\+

\+ \+

L'article 9 de l'arrêté royal du 25 octobre 1950 dispose :

.../...

"Le président de la commission militaire d'aptitude et de réforme d'appel exerce, au point de vue administratif et disciplinaire, les attributions de chef de corps auprès des deux commissions et des secrétariats.

Il soumet à l'approbation du Ministre le règlement d'ordre intérieur de chaque commission".

Le projet ne reprend pas de disposition similaire.

L'importance, au point de vue disciplinaire et au point de vue administratif, du chef de corps rend cependant la présence d'une telle disposition souhaitable dans l'arrêté royal organique de la commission.

Dans le projet d'arrêté royal créant une commission médicale pour l'aptitude au service aérien et une commission médicale d'appel pour l'aptitude au service aérien, actuellement soumis à l'avis du Conseil d'Etat, le Ministère de la Défense nationale a inséré une disposition similaire (L.6329).

Le Conseil d'Etat suggère de maintenir dans la nouvelle réglementation l'article 9 de l'arrêté royal du 25 octobre 1950.

\+

\+ \+

Le projet appelle également diverses observations de forme, dont il a été tenu compte dans le texte proposé ci-après :

ARRETE ROYAL RELATIF AUX COMMISSIONS MILITAIRES D'APTITUDE ET DE REFORME.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les lois sur les pensions militaires coordonnées le 11 août 1923, modifiées par la loi du 13 juillet 1934, notamment les articles 2, A, 4°, et 3, C;

Vu la loi du 27 juillet 1934 concernant le statut des sous-officiers, notamment les articles 8 et 9, ainsi que l'article 16 modifié par la loi du 15 mars 1954;

Vu la loi du 9 juillet 1951 concernant le statut des sous-officiers des cadres actifs de la force navale, modifiée par la loi du 15 mars 1954;

Vu la loi du 14 juillet 1951 sur la position et l'avancement des officiers du cadre de complément;

Vu les lois sur la milice, coordonnées le 2 septembre 1957;

Vu la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve;

.../...

Vu l'arrêté royal du 14 novembre 1923 réglant l'exécution des lois coordonnées sur les pensions militaires, tel qu'il a été ultérieurement modifié, notamment par l'arrêté royal du 24 décembre 1934;

Vu l'arrêté du Régent du 19 janvier 1946 créant une commission spéciale pour l'examen des droits aux pensions militaires d'invalidité du temps de paix, modifié par l'arrêté royal du 25 octobre 1950;

Vu l'arrêté royal du 17 mai 1952 déterminant l'état des aumôniers militaires des cadres de réserve, notamment l'article 11;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale et de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Il est créé une commission militaire d'aptitude et de réforme (C.M.A.R.) et une commission militaire d'aptitude et de réforme d'appel (C.M.A.R.A.).

En temps de paix, ces commissions ont leur siège dans l'agglomération bruxelloise, telle que celle-ci est définie par la législation relative à l'emploi des langues en matière administrative.

.../...

Article 2.-

La commission militaire d'aptitude et de réforme est chargée :

1° de se prononcer sur l'inaptitude physique temporaire des militaires préalablement à leur mise en non-activité pour motif de santé; elle fixe la durée de celle-ci et établit s'il existe une relation entre la maladie ou l'infirmité et le service;

2° de se prononcer sur l'inaptitude physique définitive des militaires de carrière, préalablement à leur mise à la réforme ou à la pension d'ancienneté par application des articles 2, A, 4°, et 3, C, des lois coordonnées sur les pensions militaires;

3° de se prononcer sur l'inaptitude physique définitive des militaires commissionnés au grade de sous-lieutenant ou d'enseigne de vaisseau de deuxième classe, préalablement au retrait de leur commission;

4° de se prononcer sur l'inaptitude physique définitive des officiers du cadre de complément préalablement à leur démission pour cause d'inaptitude physique ou à leur mise à la pension d'ancienneté par application des articles 2, A, 4°, et 3, C, des lois coordonnées sur les pensions militaires;

.../...

5° de se prononcer sur l'inaptitude physique définitive des officiers de réserve préalablement à leur mise à la réforme;

6° de se prononcer sur l'inaptitude physique définitive des aumôniers militaires de réserve, préalablement à leur démission pour cause d'inaptitude physique;

7° de se prononcer sur l'inaptitude physique définitive des miliciens, des volontaires de guerre, des militaires rappelés sous les armes et des militaires en congé illimité, préalablement à leur mise à la réforme.

Article 3.-

La commission militaire d'aptitude et de réforme donne son avis ou fait des propositions concernant toute question de principe qui lui est soumise par le Ministre de la Défense nationale.

Elle donne son avis concernant tout cas particulier autre que ceux prévus à l'article 2, qui lui est soumis par le Ministre de la Défense nationale ou par le Ministre ayant les pensions militaires dans ses attributions.

Article 4.-

La commission d'appel connaît en second degré, sur recours de l'intéressé ou du Ministre de la Défense nationale, des décisions de la commission d'aptitude et de réforme rendues par application de l'article 2.

.../...

Article 5.- (article 4 du projet)

...(Etant donné l'observation formulée dans l'avis concernant la composition des commissions, le Conseil d'Etat ne propose pas de texte) ...

Article 6.-

Le secrétariat de chaque commission est assuré par un officier subalterne, secrétaire; il est assisté de militaires au-dessous du rang d'officier.

Article 7.-

Les membres effectifs et suppléants des commissions sont désignés par le Ministre de la Défense nationale parmi les officiers des cadres actifs, les officiers du cadre de complément et les officiers de réserve issus des cadres actifs en activité de service.

Le personnel du secrétariat est désigné par le Ministre de la Défense nationale parmi les militaires des cadres actifs.

Article 8.-

Les membres des commissions et le personnel des secrétariats doivent être à même de traiter les affaires dans celle des deux langues nationales choisie par les intéressés.

.../...

Article 9.-

La commission militaire d'aptitude et de réforme est saisie par le Ministre de la Défense nationale, par le chef de corps ou par l'intéressé; la demande de ce dernier est transmise à la commission à l'intervention du chef de corps ou, le cas échéant, du Ministre de la Défense nationale.

Article 10.-

Le recours prévu à l'article 4 est introduit auprès du président de la commission d'appel, par lettre recommandée à la poste, dans les trente jours à dater de la notification de la décision entreprise.

Article 11.-

§ 1er. L'intéressé est invité, par lettre recommandée à la poste, à comparaître devant la commission.

§ 2. L'intéressé comparaît en personne; il peut se faire assister par un conseil.

Ne sont admis comme conseils que les avocats et les médecins ainsi que les personnes agréées dans chaque cause par le président de la commission saisie.

§ 3. L'intéressé qui se trouve dans l'incapacité physique de se déplacer pour comparaître, doit l'établir par un certificat médical; en ce cas, le président peut commettre un membre médecin de la commission pour entendre ou examiner sur place l'intéressé.

.../...

L'intéressé qui, pour des motifs valables, est dispensé de comparaître en personne, est autorisé à se faire représenter par un conseil.

Les miliciens visés à l'article 63, § 4, des lois coordonnées sur la milice sont autorisés à se faire représenter par un conseil.

§ 4. Lorsque, sur proposition motivée du président, la commission estime que la comparution est de nature à présenter des difficultés graves, elle peut, soit se transporter à la résidence de l'intéressé pour l'entendre sur place, soit le dispenser de comparaître en personne et l'autoriser à se faire représenter par un conseil.

§ 5. Lorsque l'intéressé, sans motif reconnu valable par la commission, ne comparaît pas en personne après avoir été dûment convoqué, la procédure peut être poursuivie en son absence.

Article 12.-

A partir du quinzième jour qui précède la séance de la commission, le dossier de l'affaire peut être consulté au siège de celle-ci par l'intéressé ou par son conseil.

Dans des cas exceptionnels, la commission peut réserver la communication de certaines pièces du dossier au conseil de l'intéressé.

.../...

Article 13.-

Les commissions peuvent recourir à tout moyen d'investigation et notamment prendre l'avis d'experts.

Article 14.-

Chaque commission se prononce à la majorité des voix; en cas de parité, la voix du président est prépondérante.

Article 15.-

Les décisions des commissions sont notifiées au Ministre de la Défense nationale et aux intéressés par lettre recommandée à la poste.

Article 16.-

Les décisions des commissions peuvent, en cas de fraude, être revisées à la demande du Ministre de la Défense nationale.

La demande en revision est adressée au président de la commission qui a rendu la décision entreprise. Elle doit l'être dans les cinq ans à dater de la notification de cette décision.

Les cas soumis à revision sont examinés par la commission qui a rendu la décision entreprise, comme s'il s'agissait d'une première demande.

.../...

La décision sur la demande en revision rendue par la commission militaire d'aptitude et de réforme est susceptible du recours prévu à l'article 4.

Article 17.-

Le président de la commission militaire d'aptitude et de réforme d'appel exerce, au point de vue administratif et disciplinaire, les attributions de chef de corps à l'égard des membres des deux commissions et des deux secrétariats.

Chaque commission établit son règlement d'ordre intérieur; il est soumis à l'approbation du Ministre de la Défense nationale.

Article 18.-

Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 25 octobre 1950 créant la commission militaire d'aptitude et de réforme et la commission militaire d'aptitude et de réforme d'appel, modifié par l'article 7 de l'arrêté royal du 14 mars 1952;

2° l'article 1er, alinéa 3, de l'arrêté du Régent du 19 janvier 1946 créant une commission des pensions militaires chargée de l'examen des droits aux pensions militaires d'invalidité, modifié par l'arrêté royal du 25 octobre 1950.

.../...

Article 19.-

La commission des pensions militaires statue sur les demandes dont elle a été régulièrement saisie, avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, par application de l'article 2, 5° et 6°, de l'arrêté royal du 25 octobre 1950.

Article 20.-

Notre Ministre de la Défense nationale et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Le Ministre des Finances,

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Het ontwerp strekt er toe de militaire commissies voor geschiktheid en reform ingesteld bij het koninklijk besluit van 25 oktober 1950 te reorganiseren. Sedert de inwerkingtreding van dit besluit zijn verschillende wetten afgekondigd - inzonderheid de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren - waarbij de uitvoerende macht de verplichting wordt opgelegd de geschiktheid voor de dienst door geneeskundige commissies te doen onderzoeken. Het ontwerp gaat uit van de zienswijze dat er aanleiding is tot overeenkomstige herziening van het koninklijk besluit van 25 oktober 1950, onder voortzetting van de door dat besluit ondernomen eenmaking van de commissies. Het kent aan deze commissies bovendien een bevoegdheid toe die thans door de onder het Ministerie van Financiën ressorterende commissie voor militaire pensioenen in vredestijd wordt uitgeoefend.

\+

\+ \+

Vooraleer het ontwerp artikelsgewijs te bestuderen, is het nuttig een onderzoek te wijden aan het vraagstuk van de aard der bevoegdheden van de commissies welke het reorganiseert. Zijn zij slechts commissies wier advies, ofschoon verplicht, de Regering niet bindt ten aanzien van de vaststelling van de geschiktheid of de ongeschiktheid ? Moeten zij integendeel geacht worden instellingen te zijn waaraan een wettelijke bevoegdheid is opgedragen om definitief uitspraak te doen over dit vraagstuk van de lichamelijke geschiktheid voor militaire dienst, en wel zo, dat hun desbetreffende beslis-

singen niet opnieuw in het geding kunnen worden gebracht noch door de Regering (tenzij zij hoger beroep instelt bij de hogere commissies van dezelfde aard en behoudens het in artikel 9 van de wet van 23 december 1946 bedoelde algemeen beroep tot nietigverklaring), noch door hoven en rechtbanken tijdens gedingen die er toe strekken de administratie te veroordelen tot het betalen van wedden of pensioenen groter dan die welke zijn toegekend door de uitvoerende macht of ook van schadevergoeding wegens onregelmatigheid van de beslissingen waarbij de betrokkenen op reform of op pensioen gesteld worden?

Om deze fundamentele vraag te beantwoorden, moeten twee toestanden worden onderscheiden :

A. In een aantal gevallen die het ontwerp onder ogen neemt, is de oprichting van een commissie die uitspraak doet over de geschiktheid, voorgeschreven door de wetgever, die bewoordingen gebruikt waaruit lijkt te moeten worden afgeleid, niet alleen dat de commissie moet worden geraadpleegd, maar bovendien dat haar "advies" of haar "voorstel" met de conclusies welke het bevat de Regering bindt.

Dit geldt voor de gevallen bedoeld in de artikelen 16, tweede en derde lid, 22, § 1 (beroepsofficieren), 69 en 90 (reserveofficieren) van de wet van 1 maart 1958. In deze bepalingen hebben de woorden "naar het advies" - "volgens het advies" dezelfde betekenis. Het advies geeft derhalve de doorslag : de Regering kan een officier die door de commissie geschikt is bevonden, niet op non-activiteit, op reform of op pensioen stellen, noch, omgekeerd, een officier die voorgoed tot

.../...

de dienst ongeschikt is bevonden, in de stand van werkelijke dienst behouden (zie hierover in 't bijzonder evengenoemd artikel 16, tweede lid, en de artikelen 22, § 1, en 90 - argument waarbij is uitgegaan van de woorden "De Koning stelt op reform").

Dit geldt eveneens voor het in artikel 16 van de wet van 14 juli 1951 bedoelde geval. Volgens deze tekst is een "voorstel" van de commissie vereist opdat de Koning kan beslissen, dat de officier wegens lichamelijke ongeschiktheid niet langer deel uitmaakt van het aanvullingskader. Wanneer er geen voorstel is, dat steunt op de vaststelling van de ongeschiktheid, kan de Koning het ontslag wegens ongeschiktheid dus niet uitspreken; wordt anderzijds definitieve ongeschiktheid vastgesteld en een voorstel tot uittreding uit het kader gedaan, dan kan de Koning niet anders dan dit voorstel opvolgen, want de wet van 1 maart 1958 vindt volgens artikel 96 toepassing op officieren van het aanvullingskader, tenzij de bepalingen van deze wet niet overeen te brengen zijn met de wet van 14 juli 1951, en in de economie van deze wet van 1 maart 1958 leidt de vaststelling van de definitieve ongeschiktheid door een geneeskundige commissie tot definitieve ambtsontheffing. In dit geval schijnt de aanvullingsofficier trouwens niet langer te voldoen aan een der voorwaarden waaronder zijn benoeming werd toegekend (zie evenwel artikel 16, tweede lid, van de wet van 14 juli 1951 betreffende de toegevoegde officier van het varend personeel).

De wet van 27 juli 1934 betreffende het statuut der beroepsonderofficieren zegt ook, dat een com-

.../...

missie de duur van de non-activiteit om gezondheidsredenen "zal bepalen" en dat de afdanking wegens reform van deze onderofficieren "wordt uitgesproken" door de Minister, op de voordracht van een pensioencommissie. Deze bepalingen verlenen de commissie de bevoegdheid om zelf de duur van de non-activiteit om gezondheidsreden te bepalen en stellen de afdanking wegens reform afhankelijk van de voordracht van een pensioencommissie, welke afdanking anderzijds moet worden uitgesproken indien de commissie ze voorstelt en indien de onderofficier van zijn kant niet voldoet aan de voorwaarden om op pensioen te worden gesteld.

De wet van 9 juli 1951 houdende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de zeemacht bepaalt in de artikelen 18 en 21, dat de onderofficier op non-activiteit om gezondheidsreden of reform wordt gesteld "op advies van een geneeskundige commissie en volgens een door de Koning vastgestelde procedure". Het advies van de commissie is dus vereist; en, ofschoon de uitdrukking "op advies" minder duidelijk is dan "volgens" of "naar het advies", strekken deze statuutbepalingen er toe te voorkomen, dat uit de kaders van de zeemacht elementen worden geweerd die nog voor de dienst geschikt zijn.

Ofschoon zij niet rechtstreeks betrekking hebben op de commissies voor geschiktheid en reform, moet worden opgemerkt dat de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren,en de wet van dezelfde datum op de hulponderofficieren van hetzelfde krijgsmachtdeel, piloten en navigatoren, bepalen dat de dienstverbintenis van

.../...

deze officieren of onderofficieren, en ook die van de kandidaat-officieren en -onderofficieren, slechts kan worden verbroken overeenkomstig het gelijkluidend advies van een geneeskundige commissie waarvan de Koning de samenstelling alsmede de te volgen procedure bepaalt. Deze wetten bepalen zelfs, dat het besluit waarbij de verbreking van de dienstverbintenis van de officier of van de onderofficier wegens lichamelijke ongeschiktheid wordt uitgesproken, "gemotiveerd" moet zijn.

B. In andere door het ontwerp bedoelde gevallen zijn geen van de wetgever uitgaande bepalingen voorhanden welke de bemoeiing voorzien van enige commissie die er mede belast is de geschiktheid of de ongeschiktheid te beoordelen. Deze bemoeiing is vroeger en wordt in het ontwerp thans opnieuw uitsluitend door en op initiatief van de Regering voorgeschreven. Zulks is het geval :

1° bij ontslag wegens definitieve lichamelijke ongeschiktheid van militaire aalmoezeniers van het reservekader (het koninklijk besluit van 17 mei 1952, artikel 11, schreef reeds het advies van een commissie voor);

2° bij afdanking wegens reform van lager personeel der krijgsmacht (niet-beroepsonderofficieren) of van de rijkswacht (op dit personeel doelt reeds artikel 2,2°, a, van het koninklijk besluit van 25 oktober 1950);

3° bij afdanking wegens reform van dienstplichtigen, oorlogsvrijwilligers en weder onder de wapens geroepen militairen (artikel 2, 2°, b, van het koninklijk besluit van 25 oktober 1950) alsook van militairen met onbepaald verlof (onderhavig ontwerp).

\+

\+ \+

/

Als de wetgever het optreden van een commissie heeft voorgeschreven en haar heeft opgedragen derwijze over de geschiktheid of ongeschiktheid van militairen te oordelen, dat de door haar ingenomen stelling de uitvoerende macht ten deze bindt, dan is hij klaarblijkelijk niet alleen uitgegaan van het belang van de militairen, maar tevens en vooral van de behoeften van 's Lands verdediging. Het ware dan ook niet aan te nemen, dat rechtbanken de beslissing van de commissie opnieuw in het geding zouden kunnen brengen en het onderzoek naar de geschiktheid voor militaire dienst zouden opdragen aan door hen gekozen geneesheren. De inmenging in het onderzoek van een zaak waarvan de wet de eindoplossing heeft opgedragen aan daartoe bestemde instellingen waaraan zij ten deze een soort van rechtsprekende bevoegdheid heeft opgedragen die prejudicieert op uitvoerbare beslissingen van de verantwoordelijke bestuursoverheid, zou de orde van de wettelijke bevoegdheden verstoren. Het staat de Regering in zodanig geval vanzelfsprekend vrij de door de wetgever gestelde waarborgen te versterken, door, zoals het ontwerp doet, een commissie van beroep in te stellen, terwijl het anderzijds de Raad van State krachtens artikel 9 van de wet van 23 december 1946 toekomt, toezicht te houden op de regelmatigheid van de beslissing van de commissie, zonder dat hij zich echter bij de beoordeling van de geschiktheid in haar plaats mag stellen.

Geheel anders is de toestand wanneer het optreden van een commissie om de geschiktheid te beoordelen alleen door de Regering zelf is voorgeschreven. Jurisdictionele waarde kan in dit geval aan beslissingen van de commissie niet worden gehecht, ook al heeft

de uitvoerende macht bij wijze van verordening besloten, zich daarnaar te gedragen ten aanzien juist van de geschiktheid. Volgens artikel 94 van de Grondwet immers, kan geen "tot eigenlijke rechtspraak bevoegd lichaam worden ingesteld dan uit kracht van een wet". Gelet op de richting waarin de rechtspraak zich thans beweegt, zouden rechtbanken dus, als de betrokkene zijn ongeschiktheid betwist, ertoe kunnen worden gebracht geneesheren naar hun keuze te benoemen, wanneer de zaak ingevolge een geding tot betaling van een wedde- of pensioensupplement of ingevolge een eis tot schadevergoeding bij hen aanhangig mocht zijn gemaakt.

\+

\+ \+

Uit het bovenstaande blijkt, hoe onvolmaakt de berechting van geschillen inzake voortduring van geschiktheid voor militaire dienst nog is, ondanks de prijzenswaardige pogingen van het ontwerp om daarin verbetering te brengen. Indien de Regering wenst dat de beslissingen der commissies naderhand niet vatbaar worden voor betwisting ten overstaan van de rechtbanken, ware het aangewezen dat de wetgever in alle gevallen het optreden van deze commissies voorschrijft; ook zou hij, waar hij de Koning belast deze commissies en de door haar gevolgde procedure zo in te richten dat zowel de administratie als de betrokkenen hierin het maximum aan waarborgen vinden, zeer duidelijk moeten aangeven dat zij soeverein over de vaststelling van de geschiktheid en de ongeschiktheid voor militaire dienst beslissen.

\+

\+ \+

.../...

ONDERZOEK DER ARTIKELEN.

Artikel 1.

In artikel 1, tweede lid, van het ontwerp, waar gezegd w rdt dat de militaire commissies voor geschiktheid en reform "te Brussel zetelen", is aan de Brusselse agglomeratie gedacht. Als de Regering zodanige bepaling noodzakelijk acht, zou zij duidelijk moeten aangeven wat zij onder "Brusselse agglomeratie" verstaat ; de Raad van State beveelt de hiernavolgende lezing aan voor dit tweede lid :

"In vredestijd hebben deze commissies hun zetel in de Brusselse agglomeratie zoals deze is omschreven in de wetgeving betreffende het gebruik der talen in bestuurszaken".

Artikel 2.

De militaire commissie voor geschiktheid en reform is er krachtens artikel 2, 1°, van het ontwerp mede belast "uitspraak te doen over de tijdelijke lichamelijke ongeschiktheid van alle militairen en van de militaire aalmoezeniers van het reservekader".

.../...

Het is niet de bedoeling van de Regering, dat de militaire commissie voor geschiktheid en reform nog zou optreden vóóraleer dienstplichtigen of wederopgeroepenen tijdelijk naar hun haardstede worden teruggezonden, zoals het koninklijk besluit van 25 oktober 1950 bepaalde. Anderzijds wenst zij niet voor te schrijven, dat de commissie optreedt alvorens, bij toepassing van het koninklijk besluit van 2 oktober 1950 of van de dienstplichtwet, verlof om gezondheidsredenen wordt toegekend. De tekst onder 1° van artikel 2 kan dus alleen betrekking hebben op de vaststelling van de lichamelijke ongeschiktheid die tot non-activiteit om gezondheidsredenen kan leiden, dit wil zeggen, die de administratieve toestand van de militair kan wijzigen. Dit dient dan ook zoals in het koninklijk besluit van 25 oktober 1950 duidelijk te worden gezegd; de woorden welke betrekking hebben op de aalmoezeniers van het reservekader die alleen voor de tijdelijke terugzending naar hun haardstede of voor gewoon ziekteverlof in aanmerking komen, dienen uit de bepaling te worden geschrapt.

Het besluit van 25 oktober 1950 draagt de commissie eveneens de bevoegdheid op, uitspraak te doen over de terugroeping tot de activiteit van militairen die op non-activiteit werden geplaatst om gezondheidsredenen. Het ontwerp neemt

.../...

zodanige bepaling niet over, omdat de Regering, naar aan de Raad van State werd medegedeeld, van oordeel is dat het de commissie toekomt de duur van de non-activiteit vast te stellen. De tekst onder 1° van artikel 2 ware derwijze te wijzigen, dat de commissie deze duur vaststelt.

\+

\+ +

Krachtens artikel 2, 2°, van het ontwerp is de commissie gelast "uitspraak te doen over de definitieve lichamelijke ongeschiktheid van de beroepsofficieren en van alle beroepsmilitairen beneden de rang van officier".

Deze lezing is te ruim, want de Regering is niet voornemens de commissie te raadplegen vooraleer een bij toepassing van de dienstplichtwet aangegane dienstneming of wederdienstneming opgezegd wordt. Deze bepaling stelle men dus zo, dat zij duidelijk zegt dat zij betrekking heeft op de definitieve ongeschiktheid die tot oppensioenstelling wegens anciënniteit of, voor de officieren aangesteld in de graad van onderluitenant, tot intrekking van deze aanstelling kan leiden.

\+

\+ +

.../...

Krachtens artikel 2, 3°, van het ontwerp, is de commissie gelast "uitspraak te doen over de definitieve lichamelijke ongeschiktheid der officieren van het aanvullingskader". De vaststelling van deze ongeschiktheid kan niet alleen, zoals verder onder dezeletter wordt bepaald, tot afdanking maar ook tot oppensioenstelling wegens anciënniteit leiden; op dit punt dient artikel 2, 3°, te worden aangevuld.

\+

\+ +

Krachtens artikel 2, 4°, van het ontwerp is de commissie gelast "uitspraak te doen over de definitieve lichamelijke ongeschiktheid van de reserveofficieren in werkelijke dienst of ter beschikking gesteld".

Bij toepassing van de artikelen 68 en volgende van de wet van 1 maart 1958, kan de reserveofficier op non-activiteit worden gesteld. Krachtens artikel 90 van dezelfde wet kan hij ook in deze stand op reform worden gesteld, zodat bij artikel 2, 4°, van het ontwerp ook reserveofficieren op non-activiteit moeten worden betrokken.

\+

\+ +

.../...

Krachtens artikel 2, 5°, is de commissie belast "uitspraak te doen over de definitieve lichamelijke ongeschiktheid der militaire aalmoezeniers van het reservekader".

Zodanige bepaling lijkt onnodig als men aanneemt dat militaire aalmoezeniers van het reservekader op reform kunnen worden gesteld, zoals de dienstplichtigen. Nochtans kan de bepaling in het ontwerp een plaats vinden, aangezien het koninklijk besluit van 17 mei 1952 tot vaststelling van de staat der militaire aalmoezeniers van het reservekader, de afdanking van deze aalmoezeniers wegens lichamelijke ongeschiktheid voorziet ; deze afdanking kan slechts op het advies van een geneeskundige commissie worden uitgesproken.

\+

\+ \+

Krachtens artikel 2, 7°, van het ontwerp, is de commissie gelast "uitspraak te doen over de geschiktheid voor de dienst van de militaire werklieden met verlof of ter beschikking gesteld wegens ziekte".

Volgens de aan de Raad van State verstrekte uitleg,is het geenszins de bedoeling van de Regering, wijzigingen te brengen aan het bij koninklijk besluit

.../...

van 26 augustus 1939 goedgekeurde statuut van het loontrekkend werkliedenpersoneel der inrichtingen en diensten van het leger. Met name bedoelt zij niet, dat de commissie zou optreden in de bij de artikelen 90 en volgende van dit statuut bepaalde gevallen.

In deze veronderstelling zou artikel 2, 7°, geen nut hebben. Het geval van de laatste militaire werklieden in dienst van het Ministerie van Landsverdediging wordt door andere bepalingen van artikel 2 van het ontwerp geregeld. De tekst onder 7° kan dan ook wegvallen.

\+

\+ +

Ten slotte gelast artikel 2, 8°, 9°, van het ontwerp de commissie hetzij de Minister van Landsverdediging, hetzij de Minister tot wiens bevoegdheid de pensioenen behoren, van advies te dienen over de vraagpunten die hun mochten worden voorgelegd. Aan deze adviesbevoegdheid ware een afzonderlijk artikel te wijden.

\+

\+ +

Artikel 2, 8° en 9°, is zo algemeen gesteld, dat het lijkt alsof de commissie van eerste aanleg de Minister van Landsverdediging en de Minister tot wiens bevoegdheid de pensioenen behoren van advies moet dienen over elk bijzonder geval dat zij haar zouden voorleggen.

.../...

Het is echter niet denkbaar dat de commissie zou moeten adviseren over zaken waarin zij krachtens andere bepalingen van artikel 2 van het ontwerp uitspraak heeft moeten doen en waarin misschien ook de commissie van beroep een beslissing heeft gewezen. De Raad van State stelt een tekst voor die rekening houdt met deze opmerking.

\+

\+ +

Artikel 4.

Artikel 4 van het ontwerp heeft betrekking op de samenstelling van beide commissies.

Er dient te worden opgemerkt, dat elke commissie uit vier leden bestaat, waarvan er slechts twee geneesheer behoeven te zijn. Zij worden beide voorgezeten door een officier die niet tot de gezondheidsdienst behoort. Aangezien de stem van de voorzitter, krachtens artikel 7 van het ontwerp, bij staking van stemmen beslist, kan het gebeuren dat de beslissing wordt genomen door de twee officieren die geen geneesheer zijn, terwijl deze commissies toch, om te voldoen aan de eis van de wetten die hun optreden voorschrijven, geneeskundige commissies behoren te zijn. Het is derhalve aangewezen de samenstelling zo te wijzigen, dat de leden-geneesheren er een doorslaggevende invloed hebben.

\+

\+ +

Artikel 4 van het ontwerp bepaalt dat "een kapitein-commandant of een eerste-kapitein" lid van de commissie voor geschiktheid en reform zal zijn.

In de opsomming van de graden welke de wet van 1 maart 1958 in zijn artikel 8 opgeeft, komt de graad van "eerste-kapitein" niet voor ; de terminologie van het ontwerp ware derhalve aan te passen aan die van de wet en de benaming "eerste-kapitein" te schrappen.

\+

\+ +

Artikelen 5 en 6.

Volgens artikel 5 wordt de lagere officier die secretaris is, bijgestaan door militairen beneden de rang van officier. Artikel 6 bepaalt dat het personeel van het secretariaat wordt aangewezen door de Minister van Landsverdediging onder de militairen van het actief kader.

De eis, dat dit personeel uitsluitend wordt aangeworven uit militairen van het actief kader, zal tot gevolg hebben dat niet alleen militairen van het reservekader maar ook burgers worden uitgesloten. Het koninklijk besluit van 24 december 1951 tot machtiging van de Minister van Landsverdediging om voor een bepaald aantal betrekkingen bestemd voor militairen van lagere graad aanvullingspersoneel aan te werven en tot vaststelling van dezes statuut, zal geen toepassing vinden.

.../...

Wil de Regering dit besluit toch toepassing doen vinden ten aanzien van het secretariaat der in het ontwerp bedoelde commissies, dan behoren de artikelen 5 en 6 dienovereenkomstig te worden gewijzigd.

Onder voorbehoud van deze opmerking, stelt de Raad van State de tekst van deze twee artikelen voor.

\+

\+ +

Artikel 9.

Artikel 9 van het ontwerp luidt als volgt :

"De militaire commissie voor geschiktheid en reform mag slechts dan een aanvraag ingediend door een militair, al dan niet in werkelijke dienst, in behandeling nemen, wanneer deze aanvraag ingediend is door bemiddeling van de korpscommandant of de Minister van Landsverdediging".

Uit een zodanige bepaling blijkt niet, zoals uit artikel 10 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1950, dat een zaak bij de commissie niet alleen door de betrokkene maar ook - en deze gevallen zullen het talrijkst zijn - door de Minister van Landsverdediging of door de korpscommandant aanhangig kan worden gemaakt.

.../...

Aangezien zulks wel de bedoeling van de Regering is, wijzige men artikel 9 van het ontwerp dienovereenkomstig.

\+

\+ +

Artikel 10.

Volgens artikel 10 dient de militair zijn beroep bij een ter post aangetekende brief te sturen, terwijl de Minister van Landsverdediging dit bij gewone aanschrijving kan doen.

In een procedure als die welke het ontwerp voorschrijft, moet zowel het beroep van de Minister als dat van de militair bij een ter post aangetekende brief worden ingesteld. Wanneer de commissie uitspraak moet doen over de ontvankelijkheid van het beroep, moet zij immers aan de hand van de door de post aangebrachte gegevens de datum kunnen vaststellen. Daarom dient het ontwerp te bepalen, dat elk hoger beroep bij een ter post aangetekende brief moet worden ingesteld, zoals artikel 11 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1950 voorschreef.

\+

\+ +

.../...

Artikel 12.

Volgens artikel 12 van het ontwerp wordt van de beslissingen der commissies kennis gegeven aan de Minister van Landsverdediging en aan de belanghebbende ; de formaliteit van de aantekening ter post is alleen voorgeschreven voor de kennisgeving aan de belanghebbende.

De kennisgeving van de beslissing van de commissie voor geschiktheid en reform aan de Minister doet de termijn van beroep ingaan ; het is derhalve aangewezen deze kennisgeving eveneens te doen plaatsvinden bij een ter post aangetekende brief, zoals trouwens was voorgeschreven bij artikel 13 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1950.

\+

\+ \+

Artikel 13.

Artikel 13, § 5, bepaalt :

"Wanneer, op een met redenen omkleed voorstel van de voorzitter,de commissie oordeelt dat het verschijnen van de belanghebbende nutteloos of ongewenst is, kan beslist worden dat uitspraak zal worden gedaan op de stukken.

.../...

In dit geval deelt de voorzitter van de commissie aan de belanghebbende uiterlijk vijftien dagen te voren de datum mede die voor het onderzoek van zijn geval vastgesteld is, en doet zij hem weten dat hij niet hoeft te verschijnen noch zich door een raadsman te laten vertegenwoordigen, daar de commissie in staat is op de stukken uitspraak te doen."

Er is tegenspraak tussen de twee leden van deze paragraaf. Het eerste lid spreekt van een beslissing om uitspraak te doen op de stukken, terwijl het tweede lid de betrokken militair impliciet machtigt om te verschijnen en zijn standpunt te verdedigen.

In feite heeft deze bepaling een tweeledig doel :

- de verschijning af te schaffen wanneer ernstige moeilijkheden zouden kunnen rijzen en
- de commissie in staat te stellen, in ernstige gevallen af te wijken van de verplichting tot vrijwillig verschijnen.

Om dit te bereiken, is het voldoende de commissie toe te laten, enerzijds zich ter plaatse te begeven om de belanghebbende te horen, anderzijds de belanghebbende te ontslaan zelf te verschijnen en hem te machtigen om zich door een raadsman te laten vertegenwoordigen.

.../...

De Raad van State stelt een tekst voor die aan deze opmerkingen voldoet.

\+

\+ +

Artikel 14.

Volgens inlichtingen van de door de Minister van Landsverdediging gemachtigde officier, kunnen aan de mededeling van het dossier, zoals artikel 14 die voorschrijft, in sommige gevallen ernstige bezwaren verbonden zijn wegens de bijzonderheden die het over de gezondheidstoestand van de belanghebbende kan bevatten. In overeenstemming met deze zienswijze stelt de Raad van State voor, artikel 14 van het ontwerp aan te vullen met een bepaling die de commissie zou toelaten, in uitzonderlijke gevallen, bepaalde stukken uit het dossier alleen aan de raadsman van de belanghebbende mede te delen.

\+

\+ +

Artikel 18.

Artikel 18 van het ontwerp bepaalt :

"De dossiers die krachtens de bepalingen van artikel 2, 5° en 6°, van het koninklijk besluit van 25 oktober 1950 overgemaakt werden aan de commissies welke van het Ministerie van Financiën afhangen, en waarover niet uiterlijk op de dag van inwerkingtreding van dit besluit door de commissies

.../...

is beslist, worden teruggezonden aan de militaire commissie voor geschiktheid en reform, die de beslissingen zal nemen overeenkomstig de bepalingen van dit besluit".

Een zodanige bepaling is vatbaar voor kritiek. Onder de regeling van het koninklijk besluit van 25 oktober 1950 konden de betrokkenen zich immers wenden tot de militaire commissie voor geschiktheid en reform in beide graden en tot de commissie voor militaire pensioenen. Een dossier dat voor deze laatste commissie in behandeling is, terugzenden naar de militaire commissie voor geschiktheid en reform, betekent niet alleen dat deze laatste uitspraak zal behoren te doen in een zaak waarin zij reeds heeft geadviseerd, maar ook dat het optreden van de commissie voor militaire pensioenen wordt afgeschaft, zodat de belanghebbende het voordeel verliest van de vroegere bepalingen waarvan, vermoedelijk wegens de vertraging waarmede de administratie het geval heeft behandeld, geen toepassing is kunnen worden gemaakt.

Teneinde deze moeilijkheid te verhelpen, ware het aangewezen te bepalen dat de commissie voor militaire pensioenen bevoegd zal blijven om het onderzoek van de bij haar aanhangige zaken te beëindigen.

\+

\+ \+

.../...

Artikel 9 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1950 luidt als volgt :

"De voorzitter van de militaire commissie van beroep inzake geschiktheid en reform heeft, op het gebied van administratie en tucht, de bevoegdheid van korpsoverste voor de twee commissies en de secretariaten.

Hij legt de Minister het huishoudelijk reglement van elke commissie ter goedkeuring voor".

In het ontwerp komt een soortgelijke bepaling niet meer voor.

Inzake tucht en administratie is de korpscommandant nochtans belangrijk genoeg om het opnemen van zulk een bepaling in het koninklijk besluit tot instelling van de commissie te wettigen.

In het ontwerp van koninklijk besluit tot instelling van een geneeskundige commissie voor geschiktheid voor de luchtdienst en een geneeskundige commissie van beroep voor geschiktheid voor de luchtdienst, welke thans voor advies aan de Raad van State zijn voorgelegd, heeft de Minister van Landsverdediging een soortgelijke bepaling opgenomen (L.6329).

De Raad van State stelt voor, in de nieuwe regeling artikel 9 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1950 te behouden.

\+
\+ \+

Bij het ontwerp zijn ook verschillende opmerkingen betreffende de vorm te maken waarmee in de hierna voorgestelde tekst rekening is gehouden.

.../...

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE MILITAIRE COMMISSIES VOOR GESCHIKTHEID EN REFORM.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen van 11 augustus 1923, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1934, inzonderheid op de artikelen 2, A, 4°, en 3, C;

Gelet op de wet van 27 juli 1934 betreffende het statuut der onderofficieren, inzonderheid op de artikelen 8 en 9, alsook op artikel 16 gewijzigd bij de wet van 15 maart 1954;

Gelet op de wet van 9 juli 1951 houdende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de zeemacht, gewijzigd bij de wet van 15 maart 1954;

Gelet op de wet van 14 juli 1951 op de stand en de bevordering van de officieren van het aanvullingskader;

Gelet op de dienstplichtwetten, gecoördineerd op 2 september 1957;

Gelet op de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 november 1923 tot regeling van de uitvoering van de samenge-

.../...

ordende wetten op de militaire pensioenen, zoals het naderhand is gewijzigd, inzonderheid bij het koninklijk besluit van 24 december 1934;

Gelet op het besluit van de Regent van 19 januari 1946 waarbij een bijzondere commissie wordt ingesteld om de rechten op de militaire invaliditeitspensioenen van de vredestijd te onderzoeken, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 oktober 1950;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 mei 1952 tot vaststelling van de staat der militaire aalmoezeniers van het reservekader, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging en van Onze Minister van Financiën,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Er wordt een militaire commissie voor geschiktheid en reform (MCGR) en een militaire commissie van beroep voor geschiktheid en reform (MCBGR) ingesteld.

In vredestijd hebben deze commissies hun zetel in de Brusselse agglomeratie zoals deze is omschreven in de wetgeving betreffende het gebruik der talen in bestuurszaken.

.../...

Artikel 2.-

De militaire commissie voor geschiktheid en reform is gelast :

1° uitspraak te doen over de tijdelijke lichamelijke ongeschiktheid van militairen, alvorens deze om gezondheidsredenen op non-activiteit worden gesteld; zij bepaalt de duur van die non-activiteit en constateert of er verband is tussen de ziekte of het gebrek en de dienst;

2° uitspraak te doen over de definitieve lichamelijke ongeschiktheid van beroepsmilitairen alvorens deze, bij toepassing van de artikelen 2, A, 4°, en 3, C, van de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen, op reform of op anciënniteitspensioen worden gesteld;

3° uitspraak te doen over de definitieve lichamelijke ongeschiktheid van in de graad van onderluitenant of van onderluitenant-ter-zee, tweede klasse, aangestelde militairen, alvorens dezer aanstelling wordt ingetrokken;

4° uitspraak te doen over de definitieve lichamelijke ongeschiktheid van officieren van het aanvullingskader alvorens deze wegens lichamelijke ongeschiktheid worden ontslagen of bij toepassing van de artikelen 2, A, 4°, en 3, C, van de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen op anciënniteitspensioen worden gesteld;

5° uitspraak te doen over de definitieve lichamelijke ongeschiktheid van reserveofficieren, alvorens deze op reform worden gesteld;

.../...

6° uitspraak te doen over de definitieve lichamelijke ongeschiktheid van militaire aalmoezeniers van het reservekader, alvorens deze wegens lichamelijke ongeschiktheid worden ontslagen;

7° uitspraak te doen over de definitieve lichamelijke ongeschiktheid van dienstplichtigen, oorlogsvrijwilligers, weder onder de wapens geroepen militairen en militairen met onbepaald verlof, alvorens deze op reform worden gesteld.

Artikel 3.-

De militaire commissie voor geschiktheid en reform geeft haar advies of doet voorstellen over elke beginselkwestie die de Minister van Landsverdediging haar voorlegt.

Zij geeft haar advies over elk niet onder artikel 2 bedoeld bijzonder geval dat de Minister van Landsverdediging of de Minister tot wiens bevoegdheid de militaire pensioenen behoren, haar voorlegt.

Artikel 4.-

De commissie van beroep neemt, op beroep van de belanghebbende of van de Minister van Landsverdediging in tweede aanleg kennis van beslissingen welke de commissie voor geschiktheid en reform bij toepassing van artikel 2 heeft gewezen.

Artikel 5.- (artikel 4 van het ontwerp)

... (Gelet op de opmerking die in het advies wordt gegeven betreffende de samenstelling der commissies, stelt de Raad van State geen tekst voor) ...

.../...

Artikel 6.-

Het secretariaat van iedere commissie wordt waargenomen door een lager officier, secretaris; hij wordt bijgestaan door militairen beneden de rang van officier.

Artikel 7.-

De gewone en plaatsvervangende leden van de commissies worden door de Minister van Landsverdediging aangewezen onder de officieren van het actief kader, de officieren van het aanvullingskader en de uit het actief kader komende reserveofficieren in werkelijke dienst.

Het personeel van het secretariaat wordt door de Minister van Landsverdediging aangewezen onder de militairen van het actief kader.

Artikel 8.-

De leden van de commissies en het personeel van de secretariaten moeten de zaken kunnen behandelen in die van beide landstalen welke de betrokkenen kiezen.

Artikel 9.-

Zaken worden bij de militaire commissie voor geschiktheid en reform aanhangig gemaakt door de Minister van Landsverdediging, door de korpsoverste of door de belanghebbende; de aanvraag van deze laatste wordt aan de commissie doorgegeven door toedoen van de korpscommandant of, bij voorkomend geval, van de Minister van Landsverdediging.

.../...

Artikel 10.-

Het in artikel 4 bedoelde beroep wordt bij een ter post aangetekende brief bij de voorzitter van de commissie van beroep ingesteld, binnen dertig dagen na de kennisgeving van de bestreden beslissing.

Artikel 11.-

§ 1. De belanghebbende wordt bij een ter post aangetekende brief verzocht voor de commissie te verschijnen.

§ 2. De belanghebbende verschijnt in persoon; hij kan zich door een raadsman laten bijstaan.

Alleen advocaten, geneesheren en personen die voor elke zaak door de voorzitter van de behandelende commissie speciaal toegelaten zijn, mogen als raadsman optreden.

§ 3. De belanghebbende die lichamelijk niet in staat is zich te verplaatsen om te verschijnen, moet zulks door een geneeskundig getuigschrift bewijzen; in dit geval kan de voorzitter een geneesheer, lid van de commissie, aanwijzen om de belanghebbende ter plaatse te horen of te onderzoeken.

De belanghebbende die er om geldige redenen van is ontslagen zelf te verschijnen, mag zich door een raadsman laten vertegenwoordigen.

De dienstplichtigen bedoeld in artikel 63, § 4, van de gecoördineerde dienstplichtwetten mogen

.../...

zich door een raadsman laten vertegenwoordigen.

§ 4. Wanneer de commissie, op een met redenen omkleed voorstel van de voorzitter, oordeelt dat aan het verschijnen van de belanghebbende ernstige bezwaren kunnen zijn verbonden, kan zij zich hetzij naar de verblijfplaats van de betrokkene verplaatsen om hem ter plaatse te horen, hetzij hem ervan ontslaan zelf te verschijnen en hem toestaan zich door een raadsman te laten vertegenwoordigen.

§ 5. Wanneer de belanghebbende, na behoorlijk te zijn opgeroepen, verzuimt te verschijnen zonder een door de commissie geldig bevonden reden, kan de rechtspleging in zijn afwezigheid worden voortgezet.

Artikel 12.-

Vanaf de vijftiende dag vóór de zitting der commissie, kan de belanghebbende of zijn raadsman het dossier der zaak ten zetel van de commissie raadplegen.

In uitzonderlijke gevallen kan de commissie beslissen, dat bepaalde stukken van het dossier alleen aan de raadsman van de belanghebbende zullen worden medegedeeld.

Artikel 13.-

De commissies mogen van alle onderzoekingsmiddelen gebruik maken en inzonderheid het advies van deskundigen inwinnen.

.../...

Artikel 14.-

Elke commissie doet uitspraak bij meerderheid van stemmen; bij staking van stemmen beslist de stem van de voorzitter.

Artikel 15.-

Van beslissingen van de commissies wordt aan de Minister van Landsverdediging en aan de belanghebbende kennis gegeven bij een ter post aangetekende brief.

Artikel 16.-

Beslissingen van de commissies kunnen, in geval van bedrog, op verzoek van de Minister van Landsverdediging worden herzien.

De aanvraag om herziening wordt gericht aan de voorzitter van de commissie die de bestreden beslissing genomen heeft en wel binnen vijf jaar na de kennisgeving van deze beslissing.

Aan herziening onderworpen gevallen worden door de commissie die de bestreden beslissing heeft genomen, onderzocht alsof het een eerste aanvraag betrof.

Tegen beslissingen van de militaire commissie voor geschiktheid en reform over aanvragen om herziening kan het in artikel 4 bedoelde beroep worden ingesteld.

.../...

Artikel 17.-

In administratief en disciplinair opzicht oefent de voorzitter van de commissie voor geschiktheid en reform ten aanzien van de leden van beide commissies en van beide secretariaten de bevoegdheid van korps-commandant uit.

Elke commissie maakt haar huishoudelijk reglement op ; het wordt aan de Minister van Landsverdediging ter goedkeuring voorgelegd.

Artikel 18.-

Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 25 oktober 1950 tot instelling van de militaire commissie inzake geschiktheid en reform en van de militaire commissie van beroep inzake geschiktheid en reform, gewijzigd bij artikel 7 van het koninklijk besluit van 14 maart 1952;

2° artikel 1, derde lid, van het besluit van de Regent van 19 januari 1946 tot instelling van een commissie voor militaire pensioenen belast met het onderzoek van de rechten op de militaire invaliditeitspensioenen gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 oktober 1950.

Artikel 19.-

De commissie voor militaire pensioenen doet uitspraak over aanvragen die haar op regelmatige wijze zijn voorgelegd vóór de datum van inwerkingtreding van

.../...

dit besluit, bij toepassing van artikel 2, 5° en 6°, van het koninklijk besluit van 25 oktober 1950.

Artikel 20.-

Onze Minister van Landsverdediging en Onze Minister van Financiën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

De Minister van Financiën,

La chambre était composée de

Messieurs : F. LEPAGE, conseiller d'Etat, président,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,

G. HOLOYE,

A. BERNARD, assesseurs de la section de législation,

Ch.VAN REEPINGHEN,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. F. LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M. F. REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C. ROUSSEAUX.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : raadsheer van State, voorzitter,

raadsheren van State,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. F. LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. F. REMION, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F. LEPAGE.